

Découverte G-EAU, vendredi 23 janvier 2015.

## **Joana Guerrin – Présentation des travaux de thèse : « Une inondation négociée ? Politisation d'un risque naturel sur le Rhône ».**

- **Bruno Ledoux** – Il y a des parallèles historiques avec le plan Loire du XIX<sup>e</sup> siècle. La solidarité Amont-Aval est un fantasme ?

- **Joana Guerrin** - On n'a pas demandé aux plaines si elles voulaient être solidaires. Le lien hydraulique n'entraîne pas de lien politique. Il y a un travail de co-construction à faire avec les élus locaux. Les élus locaux ne sont pas forcément les gagnants de l'issue de ce conflit, ils étaient moteur d'une stratégie de gestion alternative, les ZEC Actives, qui a été retoquée par les représentants de l'Etat.

- **Olivier Barreteau** – Y a-t-il une prise en compte des autres bénéfices des inondations ?

- **Joana Guerrin** – Non. Le projet n'est pas porté en ce sens. Les aspects concernant la biodiversité ne sont pas saisis par les acteurs.

- **Bruno Ledoux** – Il y a eu la tempête Xynthia. Les élus ont demandé que l'Etat reprenne la main sur les mesures structurelles.

- **Joana Guerrin** – Sur le Rhône, les élus ont demandé une reconnaissance de leur statut d'inondables : deux projets de loi déposés au Parlement. Il y a une demande locale de protection nationale. C'est une solidarité différente qu'un projet qui visait à organiser un nouveau partage du risque inondation localement. La demande des élus locaux ne signifie pas forcément la demande de protection d'endiguement, mais plutôt la reconnaissance d'une solidarité nationale en faveur des habitants des plaines inondables.

- **Sylvie Morardet** – Quelle est la position des élus des zones en aval ?

- **Joana Guerrin** – Elle est ambivalente. Orange et Avignon étaient associées à l'Etat. Leur position fut freinée par les incertitudes des études hydrauliques. Il y a eu des soutiens lors de réunions publiques mais pas plus. Il y a une demande de statut pour les ZEC [Zones d'Expansion de Crues] qui a détourné les alliés objectifs de l'Etat pour les rallier à la cause de Piolenc et Mornas.

- **Pierre-Olivier Malaterre** – L'étude montre qu'il n'est pas pertinent de baisser les digues. Que faut-il faire ? Il faut que les politiques s'emparent des projets !

- **Joana Guerrin** – Oui. Il y a des difficultés de mise en œuvre. C'est un échec de ce qui était l'ambition du Plan Rhône. Le deuil d'un projet est difficile. Mais je ne me place pas dans une position normative qui vise à juger du bien fondé initial de ce projet.

- **Bruno Ledoux** – Le projet a été porté par l'Etat de bout en bout.

- **Joana Guerrin** – Oui. Il n'y a pas de syndicat sur le Rhône. L'Etat n'a pas souhaité que cela se développe. Il n'y a pas d'EPTB [Etablissement Public Territorial de Bassin].

- **Jean-Yves Jamin** – Est-ce un succès ou un échec ? C'est la victoire d'une forme de démocratie.

- **Joana Guerrin** – Oui. Ce qui est un échec, c'est que le Plan Rhône finance de la hausse de digues. Il n'y a pas de changement de l'action publique alors que c'était les ambitions de ce dernier.

- **Jean-Yves Jamin** – La base impose l'absence de changement. Les rapports entre l'Etat et les élus n'ont pas varié.